

Un retour à l'école qui soulève doutes et inquiétudes...

Le SNUipp-FSU 87, syndicat représentatif des professeurs des écoles, prend acte des annonces du Président lors de son intervention le lundi 13 avril 2020. Son allocution soulève toutefois de nombreuses questions...

Des inquiétudes quant à la situation sanitaire à l'école : Le retour progressif à l'école à partir du 11 mai laisse songeur quand dans le même temps tous les lieux publics restent fermés. Les jeunes élèves ne peuvent pas respecter facilement les gestes barrières et peuvent être porteurs sains du virus. Comment éviter une nouvelle flambée épidémique quand près de 900.000 professeurs et 12 millions d'élèves seront rassemblés en classe ? Sans parler de la sieste en maternelle, des parents nombreux devant le portail, des repas à la cantine, du ramassage scolaire... Cette annonce n'est pas du tout sérieuse. De plus, comme l'a demandé le CHSCT ministériel du 3 avril, il faudrait pouvoir tester tous les personnels et élèves avant la reprise, mais aussi proposer des protections adaptées en grand nombre...

De l'incompréhension par rapport à l'absence de dépistage massif : Plus largement à l'échelle du pays, seul un dépistage massif pourrait permettre d'isoler et de soigner rapidement tous ceux qui sont atteints du virus. Mais annoncer que le dépistage ne sera proposé qu'aux personnes qui ont des symptômes, c'est acter qu'on ignore la période d'incubation et qu'on laisse circuler le virus !

Des interrogations sur les motivations de ces choix : Le Président laisse entendre qu'il faut vite rouvrir les écoles pour accueillir les élèves, afin que les parents puissent retourner travailler et relancer l'économie rapidement. Mais la priorité devrait être la santé de la population et non l'impact économique ! C'est ce qui devrait motiver l'ensemble des décisions, à commencer par la fermeture temporaire des entreprises « non-essentiels », pour se concentrer sur la lutte contre la pandémie.

Des doutes quant aux bonnes intentions affichées pour « le jour d'après » : On ne peut pas se payer de mots ! La crise actuelle a montré le rôle essentiel des Services Publics, la nécessité de lutter contre les inégalités sociales, les efforts à fournir du point de vue écologique, l'importance des soignants en première ligne et des métiers de la « 2ème ligne », dont les enseignants...

Il faut donc repenser le logiciel sur le plan économique, social et écologique ! C'est la raison pour laquelle 18 organisations associatives et syndicales dont la FSU ont publié [la tribune-pétition « Plus jamais ça, préparons le jour d'après »](#). Nous demandons 4 mesures immédiates pour sortir de la crise et 3 mesures de long terme pour ne plus jamais en revivre.

Mais les faits sont têtus. Nous tenons hélas un exemple local particulièrement parlant dans l'Éducation Nationale. Alors que le confinement creuse les inégalités scolaires, des moyens de lutte contre les difficultés scolaires sont supprimés : tous les postes de « Plus de maîtres que de classes », un dispositif « moins 3ans », 3 classes dédoublées dans l'Éducation prioritaire sont supprimés (CTSD du 14 avril). Nos dénonçons également la fermeture du poste d'ERUN en particulier en ces temps de confinement pendant lequel les collègues sont débordés par les demandes de l'administration, des IEN,... et où une formation et une équipe numérique élargies seraient les bienvenues...

Plus généralement, c'est tout le projet de carte scolaire que nous dénonçons. Le travail de carte scolaire donne lieu normalement à d'importants échanges avec l'administration en groupe de travail préparatoire suite à l'enquête de terrain menée tous les ans par le SNUipp-FSU 87, puis à nouveau à réception des documents de travail 8 jours avant la tenue de l'instance afin de vérifier les données des écoles mentionnées ou oubliées dans la proposition. Or, tout ce travail a été rendu impossible dans la période de confinement que nous vivons.

Enfin, il n'est pas acceptable pour le SNUipp-FSU 87 que des enseignant-es, en train de subir un confinement sanitaire anxiogène, subissent la fermeture de leur poste et se retrouvent plongé-es dans l'incertitude en étant forcés de participer au mouvement intra-départemental.

En tirant les leçons de la crise actuelle, il faudrait au contraire donner massivement des moyens aux Services Publics pour lutter contre les inégalités.